

Les Ulémas algériens et leurs positions sous le régime de Ben Bella

Belkacem BENZENINE

Le rapport entre l'Association des Ulémas (fondée en 1931) et la Révolution algérienne a fait l'objet de nombreux écrits, souvent contradictoires. D'un côté, sa contribution et son soutien à la révolution sont jugés modestes et tardifs (Harbi, 1990, 136), de l'autre, son engagement et sa mobilisation à la cause nationale sont reconnus, voire, exaltés (Saadallah, 1998). Toutefois, il est des faits qui attestent de l'adhésion des Ulémas à la cause de la libération nationale. En attestent le communiqué du bureau de l'Association du 2 novembre 1954, appelant le peuple algérien à appuyer la révolution armée ainsi que la déclaration, faite au Caire le même mois, des cheikhs Bachir al-Ibrahimi et al-Wartilani considérant que le *djihad* en Algérie était un engagement sacré (al-Ibrahimi, 2007, 29-40 ; Chibane, 2009, 65-100).

À l'indépendance, l'Association des Ulémas fut confrontée à la crise du Front de Libération Nationale (FLN) de l'été 1962. Sans être impliquée directement dans le conflit et sans prendre position avec ou contre les parties qui se disputaient le pouvoir, les Ulémas observèrent, dans la neutralité, et presque sous silence, l'évolution de la situation politique. À la demande du Président égyptien Jamal Abdel Nasser de soutenir Ahmed Ben Bella contre le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA), al-Ibrahimi refusa en considérant qu'en raison de sa position, son action ne pouvait être que dans la conciliation et la réduction de la *fitna* :

« Les protagonistes de cette crise algérienne étant mes enfants, je ne puis prendre position pour l'un contre l'autre. Si j'ai un mot à dire, à mon âge et dans ma position, c'est un appel à l'unité des rangs pour sauver l'Algérie d'une fracture funeste » (Taleb Ibrahimi, 2006, 159).

À cet effet, al-Ibrahimi adressa en juillet 1962 un appel aux Algériens et aux responsables du FLN les exhortant à sauvegarder l'unité nationale. Aussi, dans les occasions publiques qui lui étaient offertes, il appelait les différentes parties à préserver les valeurs de la Révolution et sa gloire. Conscient de la précarité de la situation politique, socio-économique et sécuritaire de l'Algérie, au lendemain de la proclamation de l'indépendance, il encouragea le peuple, à l'occasion de la réouverture de la mosquée de Katchaoua en novembre 1962, à soutenir

« le jeune gouvernement » (de Ahmed Ben Bella) par le « bon conseil », et de contribuer par « la réforme, le renouveau, la construction et l'édification » à l'instauration et la consolidation du nouvel État (al-Ibrahimi, *op.cit.*, 261).

Les Ulémas : du réformisme à la critique politique

Dessais des *médersas* qu'ils avaient fondées et dirigées pendant la période coloniale au profit du ministère de l'Éducation nationale, les Ulémas se redéploièrent dans la défense des valeurs et des traditions islamiques et dans la promotion de la langue arabe. Bénéficiant d'une crédibilité certaine auprès d'une grande partie du peuple, ils étaient associés à la défense et la préservation de l'identité nationale. Leur triptyque « l'islam est notre religion, l'arabe, notre langue, l'Algérie, notre patrie », résumait fidèlement leur projet de société. Les Ulémas avaient donc une certaine vision de l'Algérie indépendante sur le plan social et politique. Quant à la question du pouvoir, ils estimaient que les principes de gouvernance devaient être inspirés des fondements de l'islam. Dans la réalité, ils étaient concurrencés, dans ce registre, par Ahmed Ben Bella dont la légitimité, la popularité et le prestige étaient réels. Cette situation les empêcha d'agir comme les gardiens exclusifs des valeurs nationales. La confrontation avec Ahmed Ben Bella et son régime affaiblit d'ailleurs leur rang. Comme le montre Najib Achour (2009), l'Association des Ulémas fut scindée à l'heure de l'indépendance en trois pôles, le premier soutenait Ahmed Ben Bella, le second acceptait « silencieusement son reclassement au sein des instances éducatives », et le troisième se structurait autour de la personne du cheikh Bachir al-Ibrahimi dans son opposition à Ahmed Ben Bella. En effet, le ralliement de personnalités Ulémas à Ahmed Ben Bella avait commencé bien avant juillet 1962, tout comme le conflit avec Bachir al-Ibrahimi. Le statut de ces personnalités était important. Ils apportèrent un soutien politique nécessaire à la crédibilisation du régime, au renforcement de son pouvoir et à la légitimation de son projet politique. Le premier fut, sans conteste, Ahmed Tawfik al-Madani qui avait rejoint les rangs du FLN dès 1956 où il devint rapidement membre de son comité extérieur. Au Caire, il se rapprocha de Ahmed Ben Bella et fut désigné membre du Conseil National de Révolution Algérienne (CNRA) et chargé des affaires culturelles au sein du premier Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. À l'indépendance, il occupa dans le premier gouvernement que présida Ahmed Ben Bella le poste de ministre des *habous* (Affaires religieuses). Au cours de la crise du FLN de l'été 1962, il fut l'un des premiers leaders de l'Association des Ulémas à apporter son soutien au Bureau politique du FLN qu'il considéra comme « l'autorité légitime » et « le porte-parole de l'ALN et du FLN » (Mohand-Amer,

2010, 181). Le second, Abderrahmane Chibane, avait été élu à l'Assemblée constituante en 1962 et désigné rapporteur de la commission de l'Éducation nationale. Il fut également membre de la commission chargée de la rédaction de la première Constitution (ministre des Affaires religieuses dans les années 1980 et président de l'Association des Ulémas de 1999 jusqu'à sa mort en 2011). Comme l'écrit Gilbert Granguillaume (1983, 130), le ministère des *Habous* avait permis à Ahmed Tawfik al-Madani et à ses successeurs de « réimplanter le courant des *‘ualama* par l'édification des mosquées et d'Instituts islamiques : ces derniers ont d'ailleurs constitué une filière spéciale de l'enseignement : l'enseignement originel ». La participation de Tawfik al-Madani au gouvernement de Ahmed Ben Bella et la création des instituts islamiques après l'indépendance furent même considérées comme les principaux canaux qui avaient permis de propager « l'idéologie » des Ulémas, ce qui contribua à l'arabisation de l'enseignement en Algérie (Grandguillaume, 2001, 276).

Sur le plan politique, le rôle que joua Ahmed Tawfik al-Madani consista notamment dans la légitimation de la tendance idéologique du pouvoir politique, au nom des Ulémas et d'une certaine vision de l'islam « conservateur ». À l'indépendance, il fut la personnalité la plus importante du courant des Ulémas à occuper un poste gouvernemental. Toutefois, il n'hésita pas à diffuser publiquement ses idées « conservatrices ». À l'occasion de l'ouverture de la mosquée Katchaoua par exemple, il annonça : « le peuple algérien est un peuple musulman et musulman avant tout ». Ce message prononcé en présence des personnalités politiques se voulait un rappel au respect du rôle de la religion dans la vie publique. L'attitude de Ahmed Tawfik al-Madani exprima à quel point le compagnonnage entre le politique et le religieux dans l'Algérie indépendante était ambigu. C'est en tout cas ce que relève Ferhat Abbas, l'ancien responsable de l'Union démocratique du Manifeste algérien, pour qui la politique suivie par Ahmed Ben Bella était une manipulation visant à accentuer son emprise sur tous les domaines y compris la religion : « Ben Bella avait rassemblé quelques-uns des anciens élèves de Ibn Badis sous le contrôle du ministère dit des *Habous*. Il en fit un clergé musulman, fonctionnarisé et soumis, dont la mission était de tenter de revêtir le communisme d'un burnous blanc de religieux » (Abbas, 1984, 96). Quant aux autres membres influents de l'Association des Ulémas, à l'instar du cheikh Mohamed Kheireddine, (ancien représentant du FLN au Maroc) et du cheikh Abbas, ils se virent refuser leurs candidatures à l'Assemblée nationale constituante dans, respectivement, les départements de Médéa et d'Alger. Leurs candidatures avaient fait l'objet d'une vive polémique entre les responsables de la *wilaya* 4 historique (celle de l'Algérois) – dans

laquelle ils étaient proposés à la candidature – et le Bureau politique du FLN (Haroun, 2005, 367). C'est Mohamed Kheireddine, qui à l'occasion de la session extraordinaire du CNRA en mai 1962 à Tripoli, réunie pour discuter du programme du FLN pour la réalisation de la révolution démocratique populaire, avait présenté un projet inspiré de l'idéologie des Ulémas pour l'Algérie indépendante. Ainsi fut posée l'idée d'une Algérie arabo-musulmane basée sur quatre actions : l'arabisation à tous les niveaux scolaires, l'arabisation progressive des institutions publiques, des cours de religion musulmane et l'interdiction de l'enseignement des autres religions (Mohand-Amer, *op.cit.*, 106).

Par ailleurs, le programme de Tripoli adopté par le CNRA avait déjà fait référence, d'une manière équivoque, aux positions des Ulémas pour rappeler que la voie choisie par l'Algérie indépendante ne pouvait être que celle respectueuse de la personnalité algérienne. Le programme dénonçait ce qu'il appelait « le moralisme petit-bourgeois ». Par cela, il faisait allusion à toute « conception qui consiste à utiliser l'islam à des fins démagogiques pour éviter de poser les vrais problèmes ».

Les Ulémas, qui selon Ali Merad, avaient « contribué puissamment à redonner à leur Communauté le sentiment de sa dignité nationale, en lui révélant son histoire, ses valeurs culturelles, et en lui insufflant la fierté d'appartenir à la grande patrie arabo-islamique » (Merad, 1967, 427), trouvaient dans l'indépendance de l'Algérie, l'occasion d'accomplir cette seconde mission, après avoir réussi celle de la lutte anticoloniale. Toutefois, ils militaient pour que ce soit l'État indépendant qui mette en œuvre cet objectif.

Cependant, au moment où fut ouvert le débat sur la Constitution algérienne à l'Assemblée nationale, la Fédération du FLN de France demanda à ce que « les institutions algériennes » reposent « sur le principe de la séparation du culte et de l'État ». Elle appela à ce que « l'enseignement religieux soit libre ; dispensé hors des établissements publics ». Pour l'Algérie indépendante, c'était le modèle laïc de pouvoir, impliquant la séparation du politique et du religieux qui était ainsi ardemment défendu. En considérant qu'il ne pouvait « s'agir en aucun cas d'un repli nostalgique vers le passé », c'était là, sans doute, une référence aux idéaux des Ulémas. À coup sûr, pareille revendication ne pouvait que faire réagir ces derniers. Ce qui fut fait par un communiqué daté du 21 août 1963, dit « appel des Ulémas de l'islam et de la langue arabe au peuple algérien » dans lequel ils défendaient leurs conceptions. L'indépendance nationale devant être nécessairement accomplie par « l'indépendance de la personnalité algérienne » dans le cadre d'une osmose entre l'Islam et l'arabité (Chebouki, 1962, 712-713). Un objectif, qui d'après les Ulémas, n'avaient pas encore été atteint par les

Algériens : « Que peut-on espérer d'autre après avoir acquis la souveraineté totale ? ». La marque de fabrique de l'indépendance de l'Algérie selon eux devait refléter les particularités du peuple algérien et incarner l'originalité de sa lutte pour la liberté. Dans ce discours moralisateur, austère et inquiet, les Ulémas s'étaient évertués à rappeler à l'ordre le chef de l'État (bien que l'appel soit adressé au peuple algérien) quant au respect des valeurs islamiques. L'indépendance de l'Algérie ne devait pas être compromise par un choix idéologique incompatible avec les valeurs de l'islam et les raisons mêmes du combat du peuple algérien :

« Notre but suprême n'est pas atteint. Certains de nos frères désirent conduire le peuple vers ces buts. La démocratie, le socialisme, l'édification de l'État sur une base ouvrière ! Tout ceci est beau et doit être réalisé. Cependant il existe d'autres objectifs plus beaux vers lesquels le peuple devrait être conduit » (*id.*).

Les objectifs dont il est question ici reposaient sur le triptyque qui constituait selon eux le propre de la culture algérienne : « islamité, arabité, algérianité ». Ainsi, l'indépendance de l'Algérie devait se concrétiser sur le plan culturel notamment par une conscience d'appartenance à une identité forgée par les fondements de l'islam et de la langue arabe. L'idée d'une Algérie qui ne pouvait être qu'attachée à la nation arabo-musulmane avait été défendue par les Ulémas au sein même des instances officielles du FLN.

Le président Ahmed Ben Bella, loin d'adopter leur discours, insista à différentes occasions sur l'appartenance identitaire « arabo-musulmane » de l'Algérie. Sa fameuse expression « nous sommes arabes, nous sommes arabes », résume le mieux son souci de faire taire les critiques qui se référaient à l'islam pour contester sa politique. Selon Sadek Sellam (2005), il existait un projet de « constitution islamique », élaboré par Tewfik Shaoui, un membre des Frères musulmans égyptiens proche de Mohamed Khider, membre du Bureau politique, ancien élève de l'institut Ibn Badis de Constantine. Le dit-projet avait pour but de faire de l'Algérie une République « arabe et musulmane » et non pas « démocratique et populaire » (*id.*). Cependant, la Constitution adoptée en 1963, bien que comportant un article instituant l'islam comme religion d'État, n'adhéra pas à une telle conception. Dans le préambule, la Constitution répondait à la revendication des Ulémas en affirmant que « l'islam et la langue arabe ont été des forces de résistance efficaces contre la tentative à la dépersonnalisation des Algériens menée par le régime colonial. L'Algérie se doit d'affirmer que la langue arabe est la langue nationale et officielle, et qu'elle tient sa force spirituelle essentielle de l'Islam ». À cela s'ajoute l'obligation de l'enseignement religieux, décidée en 1964 par le gouvernement de Ahmed Ben Bella.

Pour Mohammed Harbi (1991, 134), cette décision marque « la première victoire du mouvement islamiste ». Mais la même Constitution imposa le socialisme comme la doctrine idéologique du parti du FLN.

Les Ulémas face aux choix idéologiques de Ahmed Ben Bella

Le socialisme et les lois qui suivirent, notamment celles instaurant l'autogestion, furent sévèrement dénoncés par les Ulémas. Dans l'« appel des Ulémas de l'islam et de la langue arabe », le pouvoir politique était appelé à retenir que le cas de l'Algérie et du peuple algérien ne pouvait être assimilé à d'autres expériences, référence faite ici aux modèles soviétique et cubain :

« Que de peuples sont indépendants, mais chaque peuple se distingue de l'unité par son originalité qui lui permet d'avoir une place tout à fait particulière dans ce monde et s'il arrive que cette originalité disparaisse (sic) tous les individus seraient alors comme des poissons sous l'eau... Cette personnalité apparaît dans sa religion, dans sa langue, dans ses mœurs, dans sa tradition, enfin dans son histoire » (Chebouki, *op.cit.*).

De la personnalité algérienne, les divergences entre les Ulémas et le régime de Ahmed Ben Bella se focalisèrent sur l'orientation idéologique choisie par ce dernier dans la construction de l'Algérie indépendante. Durant toute l'année 1963 et jusqu'à l'adoption de la Charte d'Alger en avril 1964 (et même après), le débat politique se concentra sur le socialisme. Scientifique, marxiste, communiste, castriste et islamique sont autant d'adjectifs qui révélaient sinon l'ambiguïté du projet socialiste au moins son type prêtant à l'équivoque. Ahmed Ben Bella s'impliqua avec force et détermination dans la défense de ce choix. Il apporta, selon l'occasion, des précisions sur l'orientation de son socialisme et adapta son discours à son auditoire :

« Notre socialisme est scientifique mais il tient compte de notre fonds arabo-islamique. Nous ne demandons qu'une seule chose, que l'on nous laisse notre Dieu, notre Allah, après quoi nous sommes prêts à aller encore plus de l'avant dans ce socialisme scientifique » (Adam, 1964, 178).

Dans un autre discours, il déclara :

« Notre socialisme est issu non d'idéologies étrangères mais de nos réalités nationales, de nos valeurs arabes et islamiques, car l'Islam signifie la justice entre tous [...]. L'Islam c'est l'abolition des classes qui veulent dominer le monde. C'est la lutte sans merci contre les privilégiés [...]. Nous réalisons le socialisme, car il est conforme à l'Islam » (*id.*).

La principale réaction des Ulémas, et non la moindre, émana du cheikh Bachir al-Ibrahimi. Dans un communiqué datant du 16 avril 1964 célébrant l'anniversaire de la mort de son prédécesseur, Ibn Badis,

Bachir al-Ibrahimi rompit son silence. Le choix de la date n'avait pas qu'une charge symbolique, c'est-à-dire la célébration du décès du fondateur de l'Association. En effet, ce jour même avaient commencé à Alger les travaux du congrès du FLN. Bachir al-Ibrahimi s'adressa au peuple algérien, mais aussi, et surtout, au régime de Ahmed Ben Bella pour manifester publiquement et violemment, son mécontentement quant aux décisions prises en matière de politique économique à travers l'adoption du socialisme et de l'autogestion. Mais l'occasion était aussi à la critique de la situation sociale et politique :

« Je me vois contraint de rompre le silence car l'heure est grave : notre pays glisse de plus en plus vers une guerre civile inexpiable, une crise morale sans précédent et des difficultés morales insurmontables. Les gouvernants ne paraissent pas réaliser que notre peuple aspire avant tout à l'unité, à la paix, à la prospérité et que les fondements théoriques de leur action, doivent être puisés non dans les doctrines étrangères mais dans nos racines arabo-islamiques » (cité in Taleb Ibrahimi, *op.cit.*, 181).

Dans un discours moralisateur et chargé de reproches au régime politique, Bachir al-Ibrahimi demanda à ce que l'intérêt général soit le fondement du pouvoir ainsi que l'honnêteté et la consultation (*shura*). Ce rappel des « racines arabo-islamiques » montre combien les désaccords entre les Ulémas et le régime de Ahmed Ben Bella étaient profonds. Le rapprochement entre Ahmed Ben Bella et l'URSS –qualifiée par les élites religieuses de régime athée et ennemi de l'islam et des musulmans – fut décrié. Rappelons que ce dernier avait été décoré de l'Ordre de Lénine et nommé héros de l'Union Soviétique lors de sa visite à Moscou en 1964. Et cette critique n'émana pas seulement des Ulémas. Ferhat Abbas par exemple, premier chef du GPRA et proche des Ulémas pendant la période du Mouvement national, écrivit à ce sujet, que « sous la direction de Ben Bella, la République algérienne se comportait comme une femme adultère : mariée publiquement à l'islam, elle couchait discrètement dans le lit de Staline » (Abbas, *op.cit.*, 97). Le communiqué du Cheikh Bachir al-Ibrahimi fut à l'origine de sa mise en résidence surveillée jusqu'à sa mort le 20 mai 1965. Son fils, Ahmed Taleb al-Ibrahimi, qui fut prisonnier politique en 1964 pour s'être opposé également aux choix idéologiques du FLN jugea le discours socialiste de Ahmed Ben Bella « fastidieux et insipide ». Il critiqua les mesures prises par le gouvernement dans l'application du socialisme comme les « nationalisations intempestives et parfois ridicules (comme celles des salons de coiffure), l'ouverture des Magasins Pilotes Socialistes, l'autogestion agricole qui a fait fuir tous ceux qui aiment réellement la terre, [la] répression qui frappe tout élément qui ne fait pas preuve de collaborationnisme voire de servilité » (Taleb Ibrahimi, *op.cit.*, 179). Il

convient de signaler qu'à côté des Ulémas, une autre association de tendance religieuse et intellectualiste appelé *al-Qiyam* (les valeurs) avait été constituée en février 1963. Présidée par Hachemi Tidjani, un intellectuel bilingue, de nombreux membres appartenant au courant des Ulémas dont Ahmed Sahnoun et Abdellatif Soltani y étaient actifs. Attachés au strict respect des traditions islamique, notamment en ce qui concerne les questions culturelles et éducatives, l'association *al-Qiyam* s'opposa également à l'orientation idéologique du régime de Ahmed Ben Bella. Sur les plans social et culturel, l'association revendiquait l'adoption du « week-end islamique » (vendredi au lieu de dimanche) et l'affectation des postes administratifs aux seuls Algériens de confession musulmane, excluant, de fait, les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance, de toute responsabilité (une revendication en porte-à-faux avec les accords d'Évian) (Khelladi, 1992, 17).

Dans la confrontation entre les Ulémas et le régime de Ahmed Ben Bella, la question des mœurs n'était pas absente, en particulier à propos de la mixité et de la condition de la femme algérienne. Les discours de Ahmed Ben Bella sur le statut de la femme et sa libération déplaisaient aux Ulémas. La Charte d'Alger stipulait : « l'égalité de la femme et de l'homme doit s'inscrire dans les faits » et « la femme algérienne doit pouvoir participer effectivement à l'action politique et à la construction du socialisme en militant dans les rangs du parti et des organisations nationales et en y assumant des responsabilités ». En effet, outre la tendance politique et économique choisie, c'est du projet de sécularisation qui touchait les aspects sociaux et culturels dont il était question ici. À titre d'exemple, le Cheikh Bachir al-Ibrahimi avait dénoncé publiquement la participation des jeunes filles à un défilé en tenue de tennis (Addi, 1990, 137). Les sermons des Ulémas dans les mosquées étaient destinés à critiquer le projet de « libération sociale ». De son influente tribune de la mosquée de Katchaoua, le Cheikh Abdellatif Soltani, adressa en 1963 des critiques virulentes contre le projet du gouvernement visant à renforcer la participation des femmes dans la vie politique, économique et sociale. Selon Mohammed Harbi (1991, 134), de telles réactions reflétaient une « campagne contre la dégradation des mœurs [qui] lui attirait l'appui de tous les défenseurs des valeurs patriarcales ».

La riposte de Ahmed Ben Bella

La réponse du président algérien, qui avait réussi à écarter de nombreux opposants et à consolider son pouvoir, intervint à deux niveaux. Premièrement, l'Association des Ulémas fut citée quatre fois dans la Charte d'Alger de 1964. Son rôle dans l'histoire sociale et culturelle et dans la lutte pour l'indépendance avait été glorifié et son

fondateur Ibn Badis magnifié. C'était là une reconnaissance tactique mais explicite, de la part de l'élite gouvernante de l'effort des Ulémas dans la sauvegarde de l'islam, de la langue arabe et dans la consolidation du mouvement nationaliste algérien. Deuxièmement, lors de cette même occasion, celle de du congrès du FLN qui avait adopté la dite Charte, Ahmed Ben Bella faisant l'éloge de l'islam, mit en cause ses opposants qui, au nom de la religion, contestaient le choix socialiste révolutionnaire. Il n'hésita pas, sans désigner directement les Ulémas, à les qualifier de « réactionnaires » et d' « éléments rétrogrades soucieux de maintenir leurs privilèges ». Le discours prononcé à cette occasion, et dans lequel il confirmait son choix dénia aux Ulémas toute légitimité ou monopole au sujet de la défense de l'islam. Ainsi, la mainmise de l'État sur la religion était officiellement consacrée. Plus de vingt ans après, le discours de Ahmed Ben Bella sur les Ulémas demeura. Son hostilité à leur égard ne s'atténua pas. Au contraire, il les qualifia d'« *ayatollahs* » ayant combattu le FLN après l'indépendance et [ayant] constitué un obstacle à la réalisation de son projet politique (Ben Bella, 1982, 84).

Les années 1963 et 1964, furent marquées par des oppositions très fortes de la part des leaders nationalistes (Mohamed Boudiaf, Krim belkacem, Hocine Aït Ahmed, Ferhat Abbas...). La rébellion du colonel Mohamed Chaâbani¹, commandant de la *wilaya* 6 (celle du Sahara) avait compliqué la situation politique. Des analyses ont cherché à faire le lien entre la rébellion du colonel Chaâbani et son appartenance au courant des Ulémas, dans la mesure où l'ancien chef de la *wilaya* 6 aurait été apparenté à Ibn Badis et aurait été un disciple du Cheikh Bachir Ibrahim. Ces mêmes analyses relient sa fronde contre Ahmed Ben Bella à des choix idéologique proches de ceux que dénonçaient les Ulémas (Achour, 2009, Cherif, 2012). De telles affirmations semblent sinon fausses, du moins exagérées. Elles indiqueraient toutefois, que les Ulémas n'étaient pas les seuls adversaires « idéologiques » de Ahmed Ben Bella.

Pour défendre son programme, et s'attirer la sympathie des masses, ce dernier s'appuya sur un discours qui puisait dans la référence arabo-islamique. Il se présenta même comme l'apôtre de l'arabisme et de l'islam, surtout quand il s'agissait de se servir de ces deux référents pour justifier ses décisions, discréditer ses adversaires et affaiblir leurs positions :

« Nous irons de l'avant et, dans le respect de nos traditions arabo-islamiques, nous construirons le socialisme. Que ceux qui veulent souiller l'Islam en essayant de l'utiliser dans un sens hostile au progrès sachent qu'ils ne pourront pas continuer indéfiniment à agir de la sorte,

¹ Condamné à mort et exécuté le 3 septembre 1964.

car ils n'ont pu le faire jusqu'à présent qu'en profitant d'une tolérance excessive de notre part et d'une certaine confusion qu'ils contribuent d'ailleurs largement à maintenir : l'Islam, loin d'être contraire à notre opinion, s'identifie, dans l'esprit des masses, à l'égalité et va donc dans le sens du socialisme » (FLN, 1964, 153).

Bien souvent, les Ulémas étaient assimilés à une catégorie bourgeoise. C'est ce qu'affirma Ahmed Ben Bella dans son discours au congrès du FLN en avril 1964 en les qualifiant d' « éléments liés à la bourgeoisie » et « constituant une menace pour le pays ». Les attaques contre les Ulémas furent reprises par les organes de presse et de propagande du FLN. Le socialisme était considéré comme compatible avec les valeurs de l'islam, à savoir l'instauration de l'égalité et de la justice sociale. Les pourfendeurs de ces options, étaient quant à eux, accusés d'entraver le processus de la construction nationale et du développement. La revue *Révolution africaine*, sous la plume de Amar Ouzegane, alla jusqu'à qualifier les Ulémas de « fanatiques en turbans de soie » « qui brandissent le Coran pour défendre les riches bourgeois ». Les partisans de Ahmed Ben Bella tentèrent également de montrer la fidélité de ce dernier aux principes islamiques. Ainsi, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), à partir de son congrès de janvier 1963, prirent position dans ce conflit idéologique en sa faveur. Dans un pamphlet publié dans son organe *Révolution et Travail* intitulé « les Ulémas du mal », les admirateurs et les disciples du Cheikh Bachir al-Ibrahimi étaient qualifiés d'« ennemis du socialisme » et de « clique corrompue », « une clique que seule la longanimité des militants aurait jusqu'ici préservés » (Frégosi, 1994, 105). En effet, tous les exemples étaient bons pour appuyer le programme de Ahmed Ben Bella contre l'opposition des Ulémas. *Révolution Africaine* y contribua vivement. Le journal expliquait à ceux qui pouvaient être influencés par le discours des Ulémas que le socialisme prôné par Ahmed Ben Bella restait fidèle aux fondements de la religion islamique, qu'il ne se dissociait point de sa mission de défendre et de préserver les valeurs religieuses de la société algérienne. Non sans fierté, les éditorialistes du même organe n'hésitèrent pas à annoncer : « 347 mosquées nouvelles ont été ouvertes depuis l'indépendance, dont 177 bâties par des équipes de "croyants volontaires" » (*sic*) (Adam, *op.cit.*, 179).

Par ailleurs, certains représentants de l'élite religieuse, anciens des Ulémas, qui s'étaient rapprochés de Ahmed Ben Bella avaient été appelés à la rescousse du régime et s'étaient engagés à soutenir ses choix idéologiques. Ainsi, Tawfiq al-Madani, précisa les points sur lesquels l'islam et le socialisme ne pouvaient être incompatibles. Le socialisme était considéré comme hostile à la lutte des classes, respectueux de la petite propriété privée, respectueux de l'héritage,

enfin, il impliquait la croyance en Dieu (In *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1964, 179). Toutefois, le Cheikh Bachir al-Ibrahimi et les Ulémas qui lui étaient restés fidèles n'avaient pas changé de leur position. Malgré une visite rendue par le président Ahmed Ben Bella au domicile familial, celui-ci ne cautionna pas sa politique. Sa disparition, moins d'un mois avant le coup d'État du colonel Houari Boumediene le 19 juin 1965 tourna la page du premier (et peut être du seul) affrontement entre les élites religieuses et le pouvoir politique en Algérie. À l'arrivée au pouvoir de Houari Boumediene et de son Conseil de la Révolution, il ne resta de l'Association des Ulémas que quelques membres, et son influence auprès des masses s'était affaiblie. Ils accordèrent pourtant, très tôt (le 20 juin 1965), au nouveau régime un soutien appréciable, considéré comme une caution religieuse. Rappelons que dans la première déclaration du Conseil de la Révolution, ce qui avait été appelé modestement « les confusions idéologiques » de Ahmed Ben Bella constituait l'un des arguments présenté pour justifier ce qui avait été qualifié durant longtemps le « redressement révolutionnaire » (*tashih tahwri*), soit en fait un véritable coup d'État militaire. Les Ulémas représentés par les cheikhs Abbas, Ahmed Sahnoun, Ahmed Hammani (qui présida ensuite durant de longues années le Haut conseil islamique créé par Boumediene) attendaient en échange que le nouveau régime s'engage à respecter les valeurs islamiques concernant notamment les domaines qui avaient trait à la culture, l'éducation et la famille. Toutefois, et malgré ce qui semblait être un rapprochement avec le nouveau régime, le socialisme fut encore une fois à l'origine de la contestation des Ulémas, notamment par les voix de Ahmed Sahnoun et de Abdellatif Soltani, mais sans que cela ne prenne une forme de polémique ou d'opposition larvée entre chef de l'État et élite religieuse, comme ce fut le cas pendant le régime de Ahmed Ben Bella.

La position des Ulémas vis-à-vis du régime de Ben Bella révèle en effet une divergence de vue fondamentale au regard de deux questions principales (qui vont de pair, en effet) à propos de l'Algérie indépendante, à savoir le choix idéologique et l'ordre social et moral. Concernant le première point, les Ulémas, du moins la ligne qu'incarnait son président al-Ibrahimi, contestaient le recours par les pouvoirs publics à des doctrines étrangères ne reflétant point les valeurs islamiques et dont l'essence même lui est contraire ou hostile. Quant au second point, c'est l'engagement affirmé et constant des Ulémas à poursuivre leur mission de réforme et de sauvegarde des fondements de la personnalité algérienne.

Bien que le conflit entre les Ulémas et le régime politique ne soit plus d'actualité, le contexte (au lendemain de l'indépendance) dans lequel cette confrontation et les questionnements qu'il a suscités (rôle de

l'islam, sécularisation, statut des langues, condition de la femme...) nourrissent encore, aujourd'hui, le débat social, culturel et politique. Cependant, il est utile de souligner que même si les mouvements islamistes se réfèrent à l'héritage des Ulémas, il n'en demeure pas que les projets et les moyens d'action divergent fondamentalement.

Bibliographie

- ABBAS Ferhat, 1984, *L'Indépendance confisquée*, Paris, Flammarion.
- ADAM André, 1964, « Chronique sociale et culturelle Algérie », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1964, 165-193.
- ADDI Lahouari, 1990, *L'impasse du populisme. L'Algérie, collectivité politique et État en construction*, Alger, ENAL.
- AL-IBRAHIMI Bachir, 2007, *Fi Qalb al-ma'raka [=dans le cœur de la Révolution]*, Alger, Dar al-Oumma.
- BEN BELLA Ahmed, 1982, *Ben Bella revient*, Paris, Ed. J. Picollec
- CHEBOUKI M'hamed, 1962, « Un appel des Ulémas de l'islam et de la langue arabe au peuple algérien : 21 août 1962 », in « Documents Algérie », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1962, 712-713.
- CHERIF Mahdi, 2012, « Pourquoi et comment le colonel Chaâbani a été exécuté ? », *Le soir d'Algérie*, 21 février.
- CHIBANE Abderrahmane, 2009, *Haqa'iq wa Abatil [=Vérités et mensonges]*, Alger, Thala Éditions.
- FRÉGOSI Franck, 1994, « les rapports entre l'Islam et l'État en Algérie et en Tunisie : de la revalorisation à leur contestation », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XXXIII, 103-123.
- GRANDGUILLAUME Gilbert, 1983, *Arabisation et politique linguistique au Maghreb*, Paris, Maisonneuve & Larose.
- GRANDGUILLAUME Gilbert, 2001, « Les débats et les enjeux linguistiques », in J.-R. Henry et A. Mahiou (dir.), *Où va l'Algérie ?*, Paris, Karthala.
- HARBI Mohammed, 1990, *Le FLN, mirage et réalité*, Paris, Éditions Jeune Afrique.
- HARBI Mohammed, 1991, *L'islamisme dans tous ses états*, Paris, Arcantère.
- HAROUN Ali, 2005, *Algérie 1962. La grande dérive*, Paris, l'Harmattan.

KHELLADI Aissa, 1992, *Les Islamistes Algériens Face au pouvoir*, Alger, Éditions ALFA.

MERAD Ali, 1967, *Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940 : essai d'histoire religieuse et sociale*, Paris, Mouton.

MOHAND-AMER Amar, 2010, *La crise du Front de libération nationale de l'été 1962 : indépendance et enjeux de pouvoirs*, Thèse d'histoire sous la direction d'Omar Carlier, Paris, Université Paris 7.

SAADALLAH Abu al-Kassim 1998, *Mawsu'at tarikh al-Jazair al-thaqafi*, [=Encyclopédie de l'histoire culturelle de l'Algérie], t. 8, Beyrouth, Dar al-Gharb al-Islami.

TALEB IBRAHIMI Ahmed, 2006, *Mémoire d'un Algérien*, Tome 1 : *Rêves et épreuves (1932-1965)*, Alger, Casbah Éditions.

Sources imprimées

FRONT DE LIBERATION NATIONALE, 1964, *La Charte d'Alger. Ensemble des textes adoptés par le 1er Congrès du parti du Front de Libération Nationale (16-21 avril 1964)*, Commission centrale d'orientation, Alger, FLN.

Journal Révolution africaine

Journal Révolution et travail

Sources électroniques

ACHOUR Nadjib, 2009, « Le Cheikh Bachir El Ibrahimi : le combat pour la personnalité algérienne », oumma.com, 2 juin, [article en ligne : <http://oumma.com/Le-Cheikh-Bachir-El-Ibrahimi-le>].

SELLAM Sadek, 2005, « Tewfiq Al Shaoui, Souvenirs d'un demi-siècle de militantisme islamique », oumma.com, 8 juin, [article en ligne : <http://oumma.com/Tewfiq-Al-Shaoui>].